

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95300 Pontoise

Pontoise, le 23/04/24

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TRI ACTION**

Z.I Route de Pierrelaye  
95550 Bessancourt

Références : ud95-2024-0305  
Code AIOT : 0006509273

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2024 de la déchetterie du syndicat TRI ACTION implantée dans la zone industrielle rue de Pierrelaye à BESSANCOURT (95550). L'inspection a été annoncée le 21/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRI ACTION
- Z.I Rue de Pierrelaye 95550 Bessancourt
- Code AIOT : 0006509273
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Syndicat Tri-Action est le service public qui gère la collecte et le traitement des déchets de neuf communes et qui représentent 120 234 habitants (INSEE 2022).

L'entreprise SEPUR exploite la déchetterie de BESSANCOURT pour le compte du syndicat depuis le 1er janvier 2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Moyens contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/01/2004, article 7.9.1.1	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 20/03/2014, article 3	Sans objet
2	Retour sur l'inspection du 11/07/2019	Autre du 11/07/2019	Sans objet
3	Déchets	Arrêté Préfectoral du 21/01/2004, article 2.4	Sans objet
4	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2004, article 3.6.3 et 3.6.4	Sans objet
5	Déchets ménagers spéciaux (DMS)	AP Complémentaire du 20/03/2014, article 5	Sans objet
6	Déchets ménagers spéciaux (DMS)	Arrêté Préfectoral du 21/01/2004, article 5.1.2	Sans objet
7	Déchets ménagers spéciaux (DMS)	Arrêté Préfectoral du 21/01/2004, article 5.3	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/01/2004, article 7.3	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La déchetterie est correctement gérée. Une non-conformité est relevée concernant l'indisponibilité d'un hydrant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/03/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformité à l'autorisation d'exploiter
<b>Constats :</b>  Le classement de l'installation concernant la rubrique 2710-1 est inchangé (Autorisation).  Concernant la rubrique 2710-2, l'arrêté du 26/03/2012, fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de cette rubrique (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, a été modifié par arrêté du 22 décembre 2023. Les modifications apportées concernent la suppression du régime de l'autorisation et les seuils des critères de classement.  Les conséquences pour l'installation sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- selon le volume de déchets non dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation, de 830 m<sup>3</sup>, autorisé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/03/2014, le classement de l'installation est dorénavant celui de l'enregistrement, le volume étant supérieur à 300 m<sup>3</sup>.</li><li>- les dispositions de l'arrêté du 26/03/2012 précité sont applicables à l'installation ;</li></ul> L'Inspection informe l'exploitant que les modifications du classement de l'installation pour prendre en compte les évolutions de la rubrique 2710-2 seront actées à l'occasion de l'instruction du prochain porter à connaissance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Retour sur l'inspection du 11/07/2019

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 11/07/2019
<b>Thème(s) :</b> Autre, Point sur les anciens constats
<b>Prescription contrôlée :</b>  Contrôle de la mise en conformité de l'installation aux non-conformités relevées
<b>Constats :</b>  Les non-conformités relevées lors de l'Inspection du 11/07/2019 ont été soldées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2004, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Registre des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature, la quantité et la destination des déchets stockés et évacués vers des centres de regroupement, de traitement ou de stockage autorisés. Cet état est tenu à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées. À cet état sont annexés les justificatifs de l'élimination des déchets (à conserver 3 ans)
<b>Constats :</b>  L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection les boîtes archives relatives aux déchets dangereux depuis 2021. Un registre existe au format numérique.  L'Inspection a procédé au contrôle de BSD par sondage sans déceler d'anomalies.  Un extrait du registre des déchets sortants issu de Trackdéchets a été transmis à l'Inspection par courriel du 05/04/2024.  La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2004, article 3.6.3 et 3.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Paramètres à surveiller et VLE
<b>Prescription contrôlée :</b>  - Contrôle des paramètres MES, DBO5, DCO et Hydrocarbures totaux et du non dépassement des concentrations maximales. - Autosurveillance une fois par an
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique à l'Inspection que la société SEPUR a la charge de faire contrôler le décanteur déshuileur débourbeur tous les 6 mois. Par courriel du 17/04/2024, l'exploitant a transmis le rapport d'analyse des eaux en sortie de décanteur dont le dernier prélèvement a été réalisé le 27/03/24. Le rapport d'analyse en date du 12/04/2024 ne fait état d'aucun écart. Par ailleurs et par courriel du 05/04/2024, l'exploitant a transmis le BSDD du 21/03/2024 correspondant à la prise en charge des mélanges de déchets du séparateur.  La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Déchets ménagers spéciaux (DMS)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/03/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des stocks de certains DMS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les quantités maximales de certains DMS susceptibles d'être stockés dans la déchetterie sont fixés de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>- 500 batteries</li><li>- 20 kg de mercure</li><li>- 2,5 t de peinture</li><li>- 2 t d'huiles usagées</li><li>- 2 t de bouteilles de gaz et extincteurs</li><li>- 1 t de piles usagées</li><li>- 3 t au total d'autres déchets</li></ul>
<b>Constats :</b>  Par courriel du 09/04/2024, l'exploitant a transmis l'état ci-dessous, représentant les quantités maximales de déchets présents sur le site avant leur évacuation dont la fréquence est précisée :  <i>Batteries : environ 1 évacuation par mois de 2 caisses palettes de V=600 litres soit environ 400Kg. Chaque caisse permet le stockage de 75 batteries en moyenne, soit 150 à 200 batteries stockées au maximum avant enlèvement ;</i> <i>Mercure : 0t00 ;</i> <i>DMS Éco-DDS (pâteux : ~ peintures caisses volume 600 litres) : 3 évacuations par semaine les lundis, mercredis et vendredis. 0,3 t &lt; Caisses Pâteux par enlèvement &lt; 1,05 tonnes ;</i> <i>Huiles usagées : 1 &lt; bornes 1 m3 = 900 Kg &lt; 2 évacuations par mois ;</i> <i>Bouteilles de gaz et extincteurs : 0t00 ;</i> <i>Piles usagées : environ 1 évacuation tous les 2 mois de deux fûts de 300 Kg à l'unité ;</i> <i>DMS Éco-DDS (autres déchets tels que bases, acides, comburants, phytosanitaires, DDS liquides, aérosols etc., Caisses volume 70 litres) : 3 évacuations par semaine les lundis, mercredis et vendredis. 0,05 t &lt; Caisses autres déchets par enlèvement &lt; 0,5 tonnes.</i>  La prescription est respectée, ainsi que la fréquence d'évacuations des DMS fixée au plus tard tous les 3 mois dans ce même article 5.  Toutefois, l'Inspection observe que la quantité maximale de batteries fixée par l'arrêté préfectoral est fixée en nombre, comme cela avait été notamment proposé dans le porter à connaissance de l'exploitant du 19/04/2013.  Considérant que l'unité du volume autorisé pour la rubrique 2710 est en tonne, il apparaît que l'unité du volume autorisé pour les batteries soit également en tonne et non en nombre.  À cet effet, il est demandé à l'exploitant de déposer un porter à connaissance à la mission des Installations classées proposant la quantité maximale de batteries susceptibles d'être stockées dans la déchetterie, voire une nouvelle répartition des quantités maximales pour chacun des DMS énumérés à l'article 5 des prescriptions techniques complémentaires de l'arrêté précité, et en cohérence avec le volume autorisé de 11,8 tonnes à l'article 3 des prescriptions techniques du même arrêté.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Déchets ménagers spéciaux (DMS)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2004, article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure et modalités d'acceptation des DMS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'acceptation des DMS est subordonnée à la mise en place d'une structure d'accueil capable d'assurer une bonne gestion de ces produits. Tous ces déchets à l'exception des huiles usées sont stockés dans un local spécifique affecté à cet effet défini à l'article 7.2.3. Dans tous les cas, ce local est rendu inaccessible au public. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique à l'Inspection que la procédure d'acceptation des déchets figure dans le règlement d'accès à la déchetterie, et précise que les dépôts de DMS sont autorisés pour les particuliers (Filière eco DDS pour les particuliers ), mais de manière limitée et qu'ils sont interdits pour les professionnels.</p> <p>Le local recevant les DMS est interdit au public. L'exploitant indique que mes particuliers déposent les DMS dans une caisse sur rétention située devant le local. C'est le gardien qui procède au tri des produits déposés. Avant de prendre en charge les DMS, la société CHIMIREC contrôle que le tri a bien été effectué.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Déchets ménagers spéciaux (DMS)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2004, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Élimination des DMS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'élimination des DMS est assurée dans des installations dûment autorisées et déclarées à cet effet [...]. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination. Les équipements frigorifiques (réfrigérateurs) et climatiques contenant des fluides frigorigènes sont récupérés par ds entreprises spécialisées, et évacuées et éliminés conformément aux textes en vigueur. Etc.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le traçage de l'élimination des DMS et des équipements contenant des fluides frigorigènes est réalisée par l'utilisation de « Trackdéchets ».</p>

La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2004, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le contrôle périodique est effectué une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique à l'Inspection que les installations électriques sont réalisées en début de chaque année. Le dernier rapport de contrôle du 13 février 2024 réalisé par DEKRA. a été présenté à l'Inspection puis transmis par courriel du 05/04/2024. La prescription est respectée.  Toutefois, l'Inspection demande à l'exploitant de suivre les non-conformités relevées par le bureau de contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Moyens contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2004, article 7.9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : — d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; — de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ; — d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose de téléphones pour les alerter les services d'incendie et de secours. Le site est



équipé de caméras thermiques et de caméras de vidéo surveillance installés par la société ETS Protection. Les alertes sont relayées à l'exploitant par l'opérateur de ces équipements.

Un plan illustrant la nature du risque pour chaque partie de l'installation est apposé sur le mur du local de l'accueil des usagers. L'Inspection indique à l'exploitant que les rapports de contrôles et les plans de l'installation sont constitutifs du dossier de l'installation et que ce dossier doit être mis à la disposition de l'Inspection en un seul lieu.

Pour assurer la défense extérieure contre l'incendie, l'installation dispose d'un point d'eau incendie et d'une bouche d'incendie situés de part à l'extérieur du site, à proximité immédiate de l'entrée d'accès au quai bas, et sont distants entre eux de quelques mètres. Ces appareils d'incendie appartiennent à la commune qui se charge de leurs contrôles.

Le dernier contrôle de ces hydrants a été réalisé en avril 2023. Les fiches de vie des hydrants ont été transmises à l'Inspection par courriel du 05/04/2024. Il apparaît dans ces fiches que le poteau incendie est conforme et disponible et que la bouche incendie La fiche de vie de la bouche incendie n'est pas conforme et indisponible, **ce qui constitue une non-conformité à l'article 7.9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2004.**

**L'exploitant doit s'assurer de la mise en conformité de la bouche incendie dans un délai de 6 mois suivant le rapport de l'Inspection.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois